



Bruxelles, le 29 novembre 2002.

ADMINISTRATION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION GENERALE DEL'ENSEIGNEMENT
OBLIGATOIRE

CIRCULAIRE N° 000426

Du

Objet : Recouvrement des créances non fiscales dues aux établissements organisés par la Communauté Française

Réseaux : Communauté française
Niveaux et services : Fondamental, Secondaire, Spécial, et Centres Psycho-médico-sociaux

Aux Chefs des établissements d'enseignement primaire de la Communauté française,
Aux Chefs des établissements d'enseignement secondaire de la Communauté française,
Aux Chefs des établissements d'enseignement spécial de la Communauté française,
Aux Administrateurs des internats autonomes de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire de la Communauté française,
Aux Administrateurs des homes d'accueil de l'enseignement spécial de la Communauté française,
Aux Directeurs des Centres P.M.S. de la Communauté française.

POUR INFORMATION

Aux membres des services d'Inspection des établissements de la Communauté française,
Aux membres des services de Vérification des établissements de la Communauté française,
Aux Associations de parents,

Autorités : Directeur Général
Gestionnaire : Direction Générale

Signataire(s) : Pour le Directeur Général en congé,
Marc VAN RIET,
Directeur général adjoint,

Personne(s)-ressource(s) : Danièle DAVREUX , 1^{ère} Graduée,
Henri BAYE, Gradué principal,

Mots clés :Recouvrement des pensions, repas, fabrications, occupations de locaux, etc...

Le Ministère des Finances - Administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines - attire notre attention sur le non-respect de la procédure de recouvrement des créances dans les établissements scolaires.

Dès lors, un rappel des dispositions d'application relativement au recouvrement des créances dues aux établissements d'enseignement organisé par la Communauté française s'impose et ce, plus particulièrement, en matière de recouvrement forcé à l'intervention de l'Administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines. Il est toutefois à noter que ladite Administration refuse, en principe, les dossiers **d'un montant inférieur à 24,79 EUR.**

1. DEFINITIONS

En matière de recouvrement, il y a lieu de distinguer deux catégories de droits acquis à l'établissement

- le droit constaté simultanément à la perception de la recette ou « droit au comptant »
- le droit constaté préalablement à la recette.

1.1. droits au comptant sont ceux dont le paiement est demandé au moment où se réalise le fait qui constitue la base de la recette. La constatation du droit coïncide avec sa perception (le comptable cumule donc, dans ce cas, les fonctions d'ordonnateur et de comptable). Le montant perçu est enregistré par le comptable dans sa comptabilité en tant que recette perçue au comptant.

1.2. Les droits constatés ne sont pas, pour leur part, perçus immédiatement; ils sont repris dans la comptabilité du comptable, dès l'instant où la créance devenue exigible fait naître un droit acquis au profit de l'établissement. Le comptable est chargé du recouvrement et de la perception des droits constatés.

Un droit est constaté - **par l'ordonnateur** - lorsque les quatre conditions suivantes sont remplies

- son montant est déterminé de manière précise,
- l'identité du débiteur ou du créancier est déterminable,
- l'obligation de payer existe,
- une pièce justificative est en possession de l'établissement concerné.

2. LISTE NON EXHAUSTIVE DE CES DROITS

2.1. Droits au comptant

- restaurants scolaires : vente de tickets ;
- recettes provenant des communications téléphoniques et des photocopies ;

recyclage de produits ; vente, avec autorisation ministérielle, d'objets mobiliers dont l'établissement n'a plus l'usage ; objets fabriqués, loués ou services rendus (fabrications techniques) ; pour l'enseignement artistique, plus particulièrement, location de matériel, vente de publications ou de produits culturels (disques, films, livres...), organisation de spectacles ou de manifestations.

2.2. Droits constatés

- occupation de locaux;
- pensions des élèves internes ;
- droit d'inscription spécifique (minerval) ;
- droit d'inscription ;
- frais de séjour dans les centres techniques, de formation, de dépaysement et de découverte ;
- fabrication et fourniture de repas à un autre établissement scolaire ou à des élèves pris en charge par les C.P.A.S. ou par les Comités d'Aide à la Jeunesse;
- transport scolaire à facturer à un autre établissement ;
- recouvrement des indus (salaires, allocations familiales, amendes O.N.S.S...) ;
- pension à payer par les membres de la famille du chef d'établissement et de l'administrateur;
- produit résultant de conventions diverses (ex : conventions administration - entreprise et convention établissement - entreprise) ;
- droits dus au Trésor;

3. PROCEDURE DE RECOUVREMENT

3.1. Les ordonnateurs et les comptables ne sont pas autorisés à accorder des facilités de paiement telles qu'un plan d'apurement ou des délais de paiement.

3.2. En cas de défaillance du débiteur, le comptable doit adresser, **sans délai**, un rappel par lettre recommandée à la poste et revêtue de la signature du Chef d'établissement. Il est donc indispensable que l'identité, la date de naissance, voire le numéro national, et l'adresse du débiteur soient enregistrés correctement lors de la naissance de la créance.

3.3. Si ce rappel reste sans suite **dans un délai d'un mois**, il convient d'adresser un second recommandé au débiteur lui signifiant qu'à défaut de paiement enregistré **dans les 15 jours**, le dossier sera transmis aux Domaines.

3.4. **Le dossier de recouvrement, à constituer en un seul exemplaire, devra impérativement comporter**

- 2 exemplaires de **l'ordre de recouvrement** établi **exclusivement** selon le modèle joint (annexe 1),
- 1 exemplaire des pièces justificatives (factures, lettres recommandées, **engagement à payer** (annexe 2 pour l'enseignement ordinaire - annexe 3 pour l'enseignement spécial),...

Il va de soi que chaque cas doit faire l'objet d'un dossier spécifique.

Il importe de compléter **l'ordre de recouvrement** de manière rigoureuse. En effet, au-delà du cas cité plus haut (montant plancher), le Ministère des Finances refusera et renverra le dossier au comptable pour corrections éventuelles dans des situations telles que

- dossier incomplet,
- informations erronées (notamment celles reprises dans l'ordre de recouvrement),
- débiteur introuvable ou radié d'office (le comptable doit s'être renseigné à la Commune avant de transmettre le dossier),
- créance prescrite.

A cet effet, vous trouverez, ci-après, un aperçu des rubriques de l'ordre de recouvrement.

Case 1 - Désignation du créancier.

Il s'agit de la dénomination et de l'adresse complète de l'établissement scolaire, de l'internat autonome ou du home d'accueil, **au moment de l'émission de l'ordre de recouvrement.**

Case 2 - Désignation du débiteur

1 ° s'il s'agit d'une personne physique: indiquer les nom, prénoms, lieu et date de naissance, éventuellement le numéro national, du ou des débiteurs ainsi que l'adresse complète du domicile légal et de la résidence éventuelle de ce(s) **derniers) au moment de l'émission de l'ordre de recouvrement;**

2° s'il s'agit d'une personne morale : la dénomination et l'adresse du siège social ou statutaire du débiteur **au moment de l'émission de l'ordre de recouvrement**, ainsi que les nom, prénoms, date de naissance et adresse de la personne physique chargée de le représenter.

Case 3 - Montant de la créance.

Le montant à indiquer à cette rubrique est celui qui reste à réclamer au débiteur, tant en principal qu'en intérêts et frais éventuels.

Case 4 - Titre de la créance.

Les sommes à réclamer sont dues en vertu de titres divers qu'il importe de préciser (jugement, arrêt, convention, reconnaissance de dette, décision administrative, loi, arrêté royal, décret, arrêté du Gouvernement, etc ...). On précisera dans cette rubrique la nature du titre, la date et les références éventuelles.

Ex. : Dans le cas qui nous occupe, il s'agira de **l'engagement à payer**.

L'original du titre doit être joint à l'ordre de recouvrement pour pouvoir être produit en justice le cas échéant.

Case 5 - Nature de la créance

L'origine des créances est des plus diverses (pension des internes, fabrications techniques, repas des élèves externes, occupation de locaux, traitement, allocations familiales...). De la mention de la nature de la créance dépendent les délais de prescription.

Case 6 - Nature de l'engagement.

Lorsque les sommes ne sont dues que par un seul débiteur, l'engagement de payer est dit « **pur et simple** ».

Lorsque l'engagement de payer est souscrit par plusieurs personnes, il importe de préciser et d'indiquer soit les nom, prénoms, lieu et date de naissance et domicile ou résidence actuelle, soit la dénomination et l'adresse du siège social ou statutaire de chacun des codébiteurs

Case 7 - Caution.

Cette rubrique est sans objet dans ce qui nous occupe.

Case 8 - Transfert des sommes dues

Il s'agit des montants encaissés par les receveurs des Domaines et qui doivent être versés.

Il importe d'indiquer dans cette rubrique

1. la dénomination exacte de l'établissement scolaire à qui le transfert doit être effectué ;
2. le numéro de compte courant bancaire ;
3. les mentions qui doivent figurer sur les bulletins de virements, le cas échéant, l'article du budget auquel la recette sera affectée.

Case 9 - Prescription

L'obligation faite au créancier de mentionner toutes les informations relatives au délai de prescription résulte d'une recommandation formulée par la Cour des Comptes.

Pension des élèves internes

Le délai de prescription applicable au recouvrement des pensions d'internat diffère selon que le débiteur **a signé - ou pas - un ENGAGEMENT A PAYER.**

1^{ère} hypothèse: **LE DEBITEUR A SIGNE UN ENGAGEMENT A PAYER :**

Disposition légale: article 2277 alinéa 4 du Code civil

Délai : 5 ans

Date de prise de cours: date de reconnaissance de dette

Date d'expiration : 5 ans après la reconnaissance de dette

Prescription déjà interrompue : ? oui (ex. : paiements **volontaires** partiels effectués par le débiteur)

Si oui : dates de ces différents paiements lesquels constitueront des nouveaux points de départ pour le délai de prescription.

2^{ème} hypothèse: **LE DEBITEUR N'A PAS SIGNE UN ENGAGEMENT A PAYER:**

Disposition légale: article 2272 alinéa 3 du Code civil

Délai: 1 an

Date de prise de cours : jour par jour (ex : dette de septembre 2001)

Date d'expiration : 1 an (ex: dette de septembre 2002).

Prescription déjà interrompue? oui (ex: paiements volontaires partiels effectués par le débiteur)

Si oui : dates de ces différents paiements lesquels constitueront des nouveaux points de départ pour le délai de prescription.

Repas impayés servis dans les restaurants scolaires dépendant des internats.

Il y a lieu de faire la distinction suivante

1. Si ces repas sont servis à des élèves internes, le coût est déjà inclus dans le prix de la pension. Le délai de prescription est celui qui s'applique au recouvrement de la pension elle-même, soit 5 ans ; soit 1 an,

suivant qu'un engagement à payer ait été ou non souscrit par la personne responsable de l'interne.

2. Si ces repas sont servis à des élèves externes, le délai de prescription est alors celui prévu par le droit commun (article 2262 bis du Code civil), soit 10 ans à compter de la date de **la facture**.

Ces deux délais de prescription peuvent valablement être interrompus selon les moyens prévus aux articles 2244 et suivants du Code civil, c'est-à-dire, notamment, par des paiements **volontaires** du débiteur, une reconnaissance de dette... mais jamais par une lettre recommandée que l'internat adresserait au débiteur.

Occupations de locaux.

En l'absence de dispositions particulières, le délai de prescription est de **10 ans** (article 2262 du Code civil), à compter de la **facture**. Il s'interrompt selon les moyens prévus aux articles 2244 et suivants du Code civil.

Fabrications techniques.

Les créances impayées relatives aux fabrications techniques (livraisons de marchandises) sont, elles aussi, soumises au délai ordinaire de **10 ans** (article 2262 bis du Code civil).

Ce délai court également à compter de la date de la **facture** et s'interrompt selon les moyens prévus aux articles 2244 et suivants du Code civil.

Il est vrai que l'article 2272, alinéa 2, du Code civil énonce que

« Celle (l'action) des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands (...) se prescrivent par un an ».

Cette courte prescription annale ne saurait cependant s'appliquer aux créances relatives aux fabrications techniques, la fourniture des marchandises devant en effet être faite par un **marchand**, c'est-à-dire une personne qui, par profession achète pour revendre ; ce qui n'est pas le cas pour une école (RPDB X, p.82 et 83, voir annexes 4/1 et 4/2).

Case 10 - Divers

Par le biais de cette rubrique, le créancier peut s'adresser au receveur et lui fournir un certain nombre de précisions pour le traitement du dossier.

3.5. Envoi et accusé de réception

Vos demandes de recouvrement doivent être envoyées à l'adresse suivante :

MINISTERE DES FINANCES
Administration centrale du Cadastre, de l'Enregistrement et des
Domaines
Direction I / 5 / A
C.A.E. - Tour Finances - bte 58
Boulevard du Jardin Botanique, 50
1010 - BRUXELLES

A L'ATTENTION DE Madame D. POIRE - JUNGERS.

En principe, les établissements scolaires envoient directement leurs dossiers de recouvrement au receveur des Domaines. Cependant, l'Administration centrale est seule compétente pour autoriser la transmission des demandes directement au receveur.

En annexe, vous trouverez la liste des bureaux d'Enregistrement et Domaines.

Accusé de réception et décharge du comptable.

Le comptable qui a envoyé un dossier recevra un accusé de réception du bureau de recettes. Il recevra en effet en retour un exemplaire de « **l'ordre de recouvrement** » avec les indications du registre du bureau (références d'inscription au sommier 33).

Pour le comptable, il est important de conserver ces documents, car ils sont « **libératoires** ». Il peut alors exclure ces droits dont le recouvrement a été transféré aux Domaines de la masse de ses droits constatés demeurant à recouvrer.

Une copie de l'accusé de réception doit être jointe au compte de gestion annuel.

Si l'Administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines refuse tout ou partie du dossier du comptable sans que la responsabilité de ce dernier soit remise en cause, une demande de mise en décharge sera adressée à l'autorité ministérielle compétente, assortie de l'avis conforme de l'ordonnateur et du service de vérification.

4. LES MESURES CONNEXES EN CAS DE NON-PAIEMENT DE LA PENSION DES ELEVES INTERNES

4.1. En cas de non-paiement, l'élève ne peut plus bénéficier des services de l'internat.

- 4.2. Si le paiement exigible à l'entrée de l'élève à l'internat n'a pas été fait, il n'y a pas lieu d'admettre cet élève.
- 4.3. Si l'élève séjourne à l'internat, dès le moment où le débiteur (le responsable) ne s'acquitte plus de ses obligations subséquentes, il convient d'informer celui-ci par lettre recommandée, signée par le **Chef d'établissement**, que l'élève sera exclu de l'internat le dernier jour de classe du mois en cours. Il convient de mentionner la date et l'heure précises.
- 4.4. Les mesures énumérées au point 4.3. ne sont pas applicables aux élèves qui sont à charge d'une institution d'intérêt public (ex: C.P.A.S.) ou qui ont été admis dans un internat en vertu d'une ordonnance du juge.

5. RESPONSABILITES

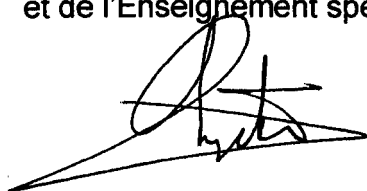
Sans préjudice des dispositions *des lois coordonnées sur la Comptabilité de l'Etat du 17 juillet 1991*, il est opportun de rappeler que le membre du personnel d'un établissement scolaire de la Communauté française **est subrogé** dans les devoirs du débiteur de la créance lorsqu'il décide notamment

- de garder dans un internat un élève pour lequel il n'a pas été satisfait aux prescriptions en matière d'acquittement du prix de la pension ;
- d'inscrire un élève pour lequel le montant du droit d'inscription spécifique (minerval) et/ou du droit d'inscription n'a pas été perçu dans sa totalité ;
- d'autoriser l'occupation de locaux par des tiers sans que la redevance n'ait été acquittée ;
- d'autoriser l'enlèvement des fabrications techniques sans en faire payer la totalité.

6. L'AUTORITE MINISTERIELLE compétente dont relève l'établissement statue dans les cas particuliers.
7. Cette procédure est applicable aux créances afférentes aux années scolaires 2002-2003 et suivantes ;

La présente circulaire abroge celle du 8 août 1990 réf.: B/90/12 pour l'enseignement ordinaire et la circulaire ministérielle du 8 février 1993 pour l'enseignement ordinaire et pour l'enseignement spécial.

Le Ministre de l'Enseignement secondaire
et de l'Enseignement spécial.



Pierre HAZETTE.

Le Ministre de l'Enfance, chargé de
L'Enseignement fondamental, de l'Accueil
et des missions confiées à l'ONE,



Jean-Marc NOLLET.

Dénomination
De l'organisme émetteur
Réf

date.

(annexe 1)

ORDRE DE RECOUVREMENT

1.	<u>Désignation du créancier</u> Nom ou dénomination Adresse complète	
2.	<u>Désignation du débiteur</u> Nom ou dénomination Lieu et date de naissance Adresse complète	
3.	<u>Montant de la créance</u> Principal Intérêts Frais	
4.	<u>Titre de la créance</u> Principal Intérêts Frais	
5.	<u>Nature de la créance</u>	
6.	<u>Nature de l'engagement</u>	
7.	<u>Caution</u>	
8.	<u>Transfert</u> Dénomination N° C.C.B.	
9.	<u>Prescription</u> Disposition légale Délai Date de prise de cours Date d'expiration Prescription déjà interrompue ? oui - non Si oui : date par quel moyen ?	
10.	<u>Divers</u>	

Certifié exact

ENGAGEMENT A PAYER

Etablissement : Nom et adresse

Année scolaire 20 . . / 20 . .

Le soussigné [Nom, prénom, date de naissance, n° national(si possible)]

.....
Domicilié à rue..... n°

responsable de l'élève(nom, prénom)

né(e)à le

inscrit(e) comme élève interne à l'établissement susvisé, déclare avoir pris connaissance du montant de la pension exigé pour l'année scolaire 20 . . / 20 . . lequel s'élève à :

..... Euros (1).....Euros (2).....

En conséquence, il s'engage à payer au C.C.B. n°.....
de l'établissement susvisé, et avant le premier du mois concerné, les sommes suivantes, en fonction des modalités de paiement adoptées :

a) Pension annuelle : € au moment de l'inscription .

c) Pension mensuelle : 1^{er} versement€, à l'inscription, soit le montant de la pension journalière s'élevant à € multiplié par le nombre de jours de fonctionnement restant jusqu'à la fin du mois.

Les autres versements mensuels, à payer au plus tard avant le premier du mois

envisagé, seront calculés de la même manière, soit le montant de la pension journalière

de€, multiplié par le nombre de jours de fonctionnement de ce mois.

Tout retard de paiement de un mois de la pension de l'élève interne provoque son exclusion de l'internat . Le recouvrement des sommes dues sera effectué par l'Administration centrale du cadastre, de l'enregistrement et des domaines .

Fait en double exemplaire à le

Signature précédée de la mention manuscrite

« Lu et approuvé pour la
somme de, en toutes lettres »

(annexe 3, **ENS. SPEC.**)

(1) montant en lettres

(2) montant en chiffres

TISSIER, t. XXVIII, n° 731, et les références pour et contre indiquées par ces auteurs).

Jugé, dans le sens de notre opinion, que la prescription de l'article 2272 s'applique à l'action en payement de médicaments que le médecin a fournis à son client, alors du moins que le médecin est autorisé à vendre des médicaments (Lyon, 16 nov. 1898, *SIREY*, 1899, 2, 101).

674. — Quant au cas de fourniture de médicaments faite par un pharmacien à un médecin, autorisé à les revendre, il a été jugé que l'article 2272 s'applique à l'action du pharmacien (cass. fr., 9 juillet 1850, *D. P.*, 1850, 1, 221).

Encore une fois, cette solution paraît peu conforme à l'esprit et au but de la loi, qui n'a entendu régir que les rapports des malades et de ceux qui les soignent (PLANTOT et RIPERT, t. VII, n° 1342, 1°; LAURENT, t. XXXII, n° 500; BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII, n° 732).

675. — Enfin, un troisième ordre de difficultés git dans la détermination du point de départ de la prescription, notamment en ce qui concerne l'action des médecins.

La question est, en réalité, de savoir quand la créance du médecin devient exigible, puisque la prescription ne peut courir avant la date d'exigibilité de la dette.

Diverses théories ont été émises à cet égard.

Une première, très rigoureuse, décide que la prescription court à partir de chaque visite ou de chaque fourniture de médicaments.

Une autre opinion, tout en admettant le caractère distinct de la dette à chaque visite, tient compte de ce que, d'après l'usage, le médecin ou le pharmacien ne peut réclamer payement qu'après un certain laps de temps, fin de la maladie s'il s'agit d'une maladie accidentelle ou aiguë, après un délai déterminé par l'usage s'il s'agit d'une maladie chronique.

En France, la jurisprudence paraît s'être fixée sur une solution d'après laquelle la prescription ne commence à courir, même pour les maladies chroniques, que de la guérison du malade, ou de sa mort, ou de la cessation du traitement du médecin ou des fournitures du pharmacien (sur ces diverses théories, voy. BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII, n° 733, et les références citées pour chaque opinion; cons. également TROPLONG, t. II, n° 959.)

Quant à la jurisprudence belge, elle a, généralement, préféré une solution très simple qui consiste à tenir compte de l'usage qu'ont beaucoup de médecins de faire payer leurs honoraires à la fin de chaque année, et à faire courir par suite la prescription à partir du 1^{er} janvier qui suit les visites faites. (BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII, n° 733; Bruxelles, 23 janv. 1892, *Pas.*, II, 396; trib. Gand, 16 janv. 1894, *Pas.*, III, 153; Gand, 19 juin 1879, *Pas.*, II, 292; Bruxelles, 29 juillet 1916, *Pas.*, 1919, II, 27, et la note I, qui confirme que cette opinion est généralement admise actuellement; J. de P. Schaarbeek, 12 nov. 1930, *J. J. P.*, 1931, 38. *Contre*: trib. Gand, 23 janv. 1891, *SIREY*, 4, 20; Bruxelles, 16 nov. 1887, *Pas.*, 1889, II, 275; Gand, 18 mai 1912, *Pas.*, II, 196, qui refusent de traiter les honoraires des médecins comme des créances à terme, et déclarent que la prescription court à partir des soins donnés ou même après chaque visite).

C'est cette solution, généralement admise par les tribunaux belges, qui nous paraît la mieux fondée. Pas de prescription possible sans exigibilité de la dette. Or, il est juste de dire que pour les honoraires des médecins, « l'usage généralement admis » fixe la date de l'exigibilité au 1^{er} janvier qui suit les visites ou les soins.

676. — Reconnaissons toutefois que d'autres cas peuvent se présenter, dans lesquels il faudra admettre que la créance d'honoraires du médecin s'est trouvée plus rapidement exigible et que, par suite, la prescription a commencé à courir avant le 1^{er} janvier qui suit les soins.

Ainsi, dans le cas du chirurgien dont l'intervention se borne à pratiquer l'opération et à surveiller après elle le rétablissement du patient, l'usage le plus général paraît bien être d'adresser l'état d'honoraires dès que la guérison peut être considérée comme acquise ou que l'opéré est mort et il faut donc considérer que c'est à partir de ce moment que court la prescription annale.

Il faut en décider de même, nous paraît-il, dans le cas du médecin qui, n'étant pas le médecin traitant ou de famille, n'est appelé qu'incidemment à raison de l'urgence ou des circonstances — par exemple, en cas d'accident, ou pour soigner un étranger dans un hôtel — qui sait que ses soins se borneront à cette intervention isolée, et, en conséquence, adresse à bref délai son état d'honoraires. La prescription court alors à partir du moment où le médecin s'est trouvé en mesure de présenter cet état.

Il pourrait en être ainsi également, lorsqu'il y a eu véritablement un « traitement », et que les soins du médecin doivent être considérés comme ne donnant lieu qu'à une seule et même créance, si les parties ont manifesté par la demande d'honoraires qu'ils considéraient cette créance comme exigible dès la fin de leurs rapports.

En un mot, pour déterminer le point de départ de la prescription, il faut rechercher avec soin la date à laquelle la créance d'honoraires peut être considérée comme exigible, d'après l'usage ou d'après les circonstances (cons. Gand, 26 avril 1905, *Pas.*, 1908, II, 160).

677. — Quant aux créances des pharmaciens, du chef de fournitures de médicaments, il paraît assez juste de dire avec divers auteurs que les pharmaciens ne suivant pas le cours de la maladie et leurs fournitures ne se liant pas les unes aux autres, il y a autant de créances que de fournitures et que la prescription court à partir de chaque fourniture (TROPLONG, t. II, n° 959; GUILLOUARD, t. II, n° 720, IV; BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII, n° 733).

Mais, encore une fois, nous estimons qu'il ne faut pas être trop absolu. S'il s'agit d'un pharmacien qui fait habituellement des fournitures de médicaments à une famille et ne lui fait connaître son compte qu'à la fin de l'année, il faut appliquer à l'action de ce pharmacien la même solution que celle adoptée par la jurisprudence belge pour l'action des médecins.

§ 3. — ACTION DES MARCHANDS.

678. — « L'action des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands... se prescrit par un an » (C. civ., art. 2272, al. 3).

679. — De l'article 2272 du Code civil, il faut rapprocher la loi du 1^{er} mai 1913 sur le crédit des petits commerçants et artisans et sur les intérêts moratoires.

Cette loi modifie et complète l'article 2272.

L'artisan est celui qui travaille lui-même, seul, ou avec le concours d'un ou d'un très petit nombre d'ouvriers, et qui fournit la matière (voy. loi du 9 juillet 1926 sur les conseils de prud'hommes, art. 3).

En vertu des articles 2 et 3 de cette loi, l'action en payement des créances des marchands et artisans du chef de marchandises vendues ou de travaux fournis à des particuliers non marchands se prescrit par un an, à dater de l'expiration de l'année civile dans le cours de laquelle les marchandises ont été vendues ou les travaux fournis.

La durée de la prescription est donc, en ce cas, la même que celle de l'article 2272; mais elle a un point de départ différent: l'expiration de l'année civile durant laquelle ont été faites les fournitures.

680. — Première condition d'applicabilité de cette prescription spéciale: la fourniture doit être faite par un « marchand ».

Ce terme désigne « toute personne qui, par profession, achète pour revendre des marchandises, en particulier des objets de consommation journalière, telle que les épiciers, bouchers, boulangers » (PLANTOL et RIPERT, t. VII, n° 1342, 3°).

On ne peut appliquer à ces personnes l'article 2271, qui ne vise que les hôteliers et traiteurs à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent (BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII, n° 725).

681. — Cette définition exclut tout d'abord les entrepreneurs, même lorsqu'ils font accessoirement des fournitures; elle exclut également les architectes. Les fournitures faites par l'entrepreneur à ses clients ne sont que l'accessoire de son contrat d'entreprise et ne peuvent donner lieu à une prescription séparée; le terme de « marchands » n'a d'ailleurs jamais compris les entrepreneurs et architectes (PLANTOL et RIPERT, t. VII, n° 1342, 2°, les références, et n° 1344, 3°; BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII, n° 727 et les références; cass. fr., 7 juin 1887, D. P., I, 333, et la note; Anvers, 23 mars 1911, Pas., III, 349; voy. également *contra*, certaines références données par BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII, n° 727, et LAURENT, t. XXXII, n° 510 et 511, mais ces opinions paraissent peu fondées).

Jugé, spécialement, dans le cas d'un entrepreneur de réparations de voitures automobiles, que le fait qu'un entrepreneur de réparations a fourni accessoirement certaines pièces nécessitées par les réparations, ne peut lui enlever la qualité générale et principale d'entrepreneur et lui conférer, pour ces fournitures, la qualité de marchand. Par suite, celui auquel ces fournitures ont été faites ne saurait, pour celles-ci, invoquer à l'encontre de l'entrepreneur de réparations la prescription de l'article 2272 (cass. fr., 2 févr. 1925, D. H., 117).

... que la prescription de l'article 2272 ne peut être étendue à un entrepreneur de transports pour location de chevaux et de voitures (trib. Seine, 24 janv. 1905, D. P., 5, 11).

682. — Cette définition écarte également du domaine d'application de l'article 2272 les industriels qui livrent les objets qu'ils fabriquent (PLANTOL et RIPERT, t. VII, n° 1342 et 1344; BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII, n° 727).

683. — De même, la prescription annale ne peut être opposée aux artistes qui vendent leurs œuvres, peintres, statuaires, photographes, à moins qu'ils ne soient devenus en fait marchands, c'est-à-dire n'aient pour profession d'offrir au public des marchandises (BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII, n° 727 et 728; PLANTOL et RIPERT, t. VII, n° 1342 et 1344; cons. cass. fr., 19 janv. 1853, SIREY, I, 433).

684. — Il a été fait application de la prescription annale de l'article 2272 à la créance du prix d'un abonnement à un journal (trib. Auxerre, 29 avril 1899, Gaz. des trib., 25 juin 1899).

BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER critiquent cette décision : « Il ne s'agit pas là de fournitures faites par un marchand; on comprend que l'article 2272 soit appliqué au cas de fournitures de journaux faites par un marchand de journaux; on ne le comprend plus quand il s'agit d'un abonnement à un journal, payable en une fois et pour lequel on retire d'ordinaire une quittance » (t. XXVIII, n° 726bis).

Ces critiques paraissent fondées.

685. — Le propriétaire qui vend le produit de ses terres (blé, vin, bois) ne peut se voir opposer la prescription annale; il n'est pas « marchand » (LAURENT, t. XXXII, n° 501; BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII,

n° 726; voy. également TROPLONG, t. II, n° 963, 3°, note 1).

686. — *Deuxième condition* : la fourniture doit se rattacher au commerce de celui qui la fait.

Le marchand de profession, qui vend une chose qui ne fait pas l'objet de son commerce, par exemple les produits de ses terres, n'est pas plus assujéti à la prescription de l'article 2272 que le propriétaire non commerçant (BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII, n° 726; voy. également TROPLONG, t. II, n° 963, 3°, note 1).

687. — *Troisième condition* : la fourniture ne peut pas avoir eu pour but d'alimenter le commerce d'un marchand.

La prescription annale ne peut pas s'opposer entre marchands; c'est alors la prescription de droit commun qui est seule applicable.

Mais si nous avons adopté, pour l'énoncé de cette dernière condition, une autre formule que celle du texte de l'article, c'est qu'il est unanimement admis qu'un marchand peut opposer la prescription annale comme tout particulier non marchand, si la fourniture qui lui est faite est sans rapport avec son commerce, si elle lui est faite, non pour revendre, mais en vue de sa consommation personnelle (LAURENT, t. XXXII, n° 501; BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII, n° 726; PLANTOL et RIPERT, t. VII, n° 1343 et 1344; TROPLONG, t. II, n° 961 et 962).

Jugé que l'action d'un marchand contre un autre marchand se prescrit par un an, quand les marchandises vendues sont étrangères au commerce de l'acheteur, notamment lorsqu'elles sont faites pour les besoins de son ménage (Orléans, 9 mars 1852, D. P., 2, 219; cons. également Bruges, 26 févr. 1917, Pas., 1919, III, 43).

§ 4. — ACTION DES MAÎTRES DE PENSION ET AUTRES MAÎTRES.

688. — L'article 2272, alinéa 4, stipule : « L'action des maîtres de pension, pour le prix de la pension de leurs élèves; et des autres maîtres, pour le prix de l'apprentissage..., se prescrit par un an ».

689. — Comme le terme « élèves » le démontre sans contestation possible, cette prescription annale ne concerne que les maîtres de pension dont les pensionnaires reçoivent l'instruction en même temps que la nourriture et l'entretien.

Si le maître de pension fournissait uniquement le logement et la nourriture, c'est la prescription de six mois prévue pour les hôteliers et traiteurs qui serait applicable (voy. *infra*, n° 703 et suiv.; PLANTOL et RIPERT, t. VII, n° 1343, 2°; LAURENT, t. XXXII, n° 502; TROPLONG, t. II, n° 969).

690. — En vertu du principe *accessorium sequitur principale*, nous estimons que dans le prix de la pension, susceptible de prescription annale, il faut comprendre la fourniture des accessoires éventuels, tels que livres, papiers, etc. (BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, t. XXVIII, n° 722; voy. également TROPLONG, t. II, n° 971, 2°, note 1, avec les références pour et *contra*; trib. Bruxelles, 28 avril 1853, Ct. et Bonj., t. III, 703; cons. trib. Liège, 24 mai 1904, Pas., III, 273).

691. — « Il ne faut d'ailleurs assimiler ni aux maîtres de pension, ni aux traiteurs, les personnes qui, par obligation ou commiseration, fournissent des aliments à un individu dans le besoin », ou celles qui, sans esprit de spéculation et par pure amitié, reçoivent à leur table, moyennant une indemnité, une personne dont la compagnie leur est agréable (TROPLONG, t. II, n° 970 et 971).

Nous avons déjà examiné, à l'occasion de la prescription des pensions alimentaires, les conditions auxquelles ces

LIJST VAN DE BELGISCHE GEMEENTEN
KANTOREN DER DOMEINEN
KANTOREN DER PENALE BOETEN

LISTE DES COMMUNES DE BELGIQUE
BUREAUX DES DOMAINES
BUREAUX D'AMENDES PENALES

	Gemeente Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penale Boeten Amendes Pénales
OVL	AALST	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
OVL	AALTER	GENT	GENT	GENT
BRA	AARSCHOT	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
ANT	AARTSELAAR	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
OVL	AFFLIGEM	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
LIEN	AISEAU-PRESLES	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
LIM	ALKEN	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
WVL	ALVERINGEM	BRUGGE	VEURNE	VEURNE
LIE	AMAY	LIEGE	HUY	HUY
LIE	AMDLEVE	LIEGE	ST-VITH ENR	ST-VITH ENR
NAM	ANDENNE	NAMUR	NAMUR	NAMUR
BRA	ANDERLECHT	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
BRA	ANDERLECHT	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
HEN	ANDERLUES	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
NAM	ANHEE	ARLON	DINANT	DINANT
LIE	ANS	LIEGE	LIEGE	LIEGE
LIE	ANTHISNES	LIEGE	HUY	HUY
HEN	ANTOING	MONS	TOURNAI	TOURNAI
ANT	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
WVL	ANZEGEM	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
WVL	ARDOOIE	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
ANT	ARENDONK	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
LUX	ARLON	ARLON	ARLON	ARLON
LIM	AS	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
BRA	ASSE	MECHELEN	VILVORDE	VILVORDE
OVL	ASSENEDE	GENT	GENT	GENT
NAM	ASSESE	NAMUR	NAMUR	NAMUR
HEN	ATH	MONS	T'ORNAI	TOURNAI
LUX	ATTERT	ARLON	ARLON	ARLON
LUX	AUBANGE	ARLON	ARLON	ARLON
LIE	AUBEL	LIEGE	VERNIERS	VERNIERS
DRA	AUDERGHEM (OUDERGEM)	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
WVI.	AVELGEM	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
LIE	AWANS	LIEGE	LIEGE	LIEGE
LIE	AYWAILLE	LIEGE	LIEGE	LIEGE
ANT	BAARLE-HERTOG	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
LIE	DAELEN	LIEGE	VERNIERS	VERNIERS
ANT	BALEN	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
LIE	BASSENGE	LIEGE	LIEGE	LIEGE
LUX	BASTOGNE	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
HEN	BEAUMONT	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
NAM	BEAURAING	ARLON	DINANT	DINANT
BRA	BEAUVECHAIN	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
WVL	BEERNEM	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
ANT	BEERSE	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
DRA	BEERSEL	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
BRA	BEGUNENDIJK	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN

	Gemeente Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penale Boeten Amendes Pénales
DRA	BEKKEVOORT	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
HEN	BELOEUIL	MONS	TOURNAI	TOURNAI
BRA	DERCHEM-SAINTE-AGATHE (SINT-AGATHA-BERCHEM)	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
LIM	BERINGEN	HASSELT	HASSELT	HASSELT
ANT	BERLAAR	MECHELEN	MECHELEN	MECHELEN
OVL	BERLARE	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
LIE	BERLOZ	LIEGE	LIEGE	LIEGE
HEN	DERNISSART	MONS	TOURNAI	TOURNAI
BRA	BERTEM	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
LUX	BERTOEGNE	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
LUX	BERTRIX	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
DRA	BEVER (BRAVENE)	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
OVL	BEVEREN	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
LIE	BEYNE-HEUSAY	LIEGE	LIEGE	LIEGE
BRA	BIFRBEEK	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
BRA	BRAVENE (BEVER)	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
NAM	DIEVRE	ARLON	DINANT	DINANT
LIM	BILZEN	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
HEN	BINCHE	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
WVL	BLANKENBERG	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
LIE	BLEGNY	LIEGE	LIEGE	LIEGE
LIM	BOCHOLT	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
ANT	BOECHOUT	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
ANT	BONHEIDEN	MECHELEN	MECHELEN	MECHELEN
ANT	BOOM	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
BRA	BOORTMEERBEEK	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
LIM	BORGLOON	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
ANT	BORNEM	MECHELEN	MECHELEN	MECHELEN
ANT	BORSBEEK	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
LUX	BOUILLON	ARLON	NEUCHATEAU	NEUFCHATEAU
HEN	BOUSSU	MONS	MONS	MONS
BRA	BOUTERSEM	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
BRA	BRAINE-LE-CHATEAU	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
HEN	BRAINE-LE-COMTE	MONS	MONS	MONS
BRA	BRAINE-L'ALLEUD	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
LIE	BRAIVES	LIEGE	HUY	HUY
OVL	BRAKEL	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
ANT	BRASSCHAAT	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
ANT	BRECHT	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
WVL	BREDENE	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
LIM	BREE	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
HEN	BRUGELETTE	MONS	MONS	MONS
WVL	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
HEN	BRUNHAUT	MONS	TOURNAI	TOURNAI
BRA	BRUSSEL	BRUSSEL	BRUSSELI	BRUSSEL I
OVL	BRUGGENHOUT	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE

	Gemeente Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penale Boeten Amendes Pénales
LIE	BULLANGE	LIEGE	ST-VITH ENR	ST-VITH ENR
LIE	BURDINNE	LIEGE	HUY	HUY
LIE	BURG-REULAND	LIEGE	ST-VITH ENR	ST-VITH ENR
LIE	BUTGENBACH	LIEGE	ST-VITH ENR	ST-VITH ENR
HEN	CELLES	MONS	TOURNAI	TOURNAI
NAM	CERFONTAINE	ARLON	DINANT	DINANT
HEN	CHAPES LE-LEZ-HERLAIMONT	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
HEN	CHARLEROI	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
BRA	CHASTRE	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
HEN	CHATELET	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
LIE	CHAUDFONTAINE	LIEGE	LIEGE	LIEGE
BRA	CHAUMONT-GISTOUX	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
HEN	CHIEVRES	MONS	MONS	MONS
HEN	CHIMAY	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
LUX	CINEY	ARLON	ARLON	ARLON
NAM	CINEY	ARLON	DINANT	DINANT
LIE	CLAVIER	LIEGE	HUY	HUY
HEN	COLFONTAINE	MONS	MONS	MONS
LIE	COMBLAIN-AU-PONT	LIEGE	HUY	HUY
HEN	COMINES-WARNETON (KOMEN)	MONS	TOURNAI	TOURNAI
HEN	COURCELLES	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
BRA	COURT-SAINT-EHENNE	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
NAM	COUVIN	ARLON	DINANT	DINANT
LIE	CRISNEE	LIEGE	LEGE	LIEGE
LIE	DALHEM	LIEGE	LIEGE	LIEGE
WVL	DAMME	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
LUX	DAVERDISSE	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
WVL	DE HAAN	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
WVL	DE PANNE	BRUGGE	VEURNE	VEURNE
OVL	DE PINTE	GENT	GENT	GENT
WVL	DEERLIJK	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
OVL	DEINZE	GENT	GENT	GENT
OVL	DENDERLEEUV	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
OVL	DENDERMONDE	MECHELEN	DENDERWONDE	DENDERMONDE
WVL	DENTERGEM	BRUGGE	KORTRIJK	KURNRIJK
ANT	DESSSEL	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
OVL	DESTELBERGEN	GENT	GENT	GENT
LIM	DIEPENBEEK	HASSELT	HASSELT	HASSELT
BRA	DIEST	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
WVL	DIKSMULDE	BRUGGE	VEURNE	VEURNE
BRA	DILBEEK	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
LIM	DILSEN	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
NAM	DINANT	ARLON	DINANT	DINANT
LIE	DISON	LIEUE	VERVIERS	VERVIERS
NAM	DOISCHE	ARLON	DINANT	DINANT
LIE	DONCEEL	LIEGE	LIEGE	LIEGE
HEN	DOUR	MONS	MONS	MONS

	Gemeente Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penne Boeten Amendes Pénales
BRA	DROGENBOS	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
ANT	DUFFEL	MECHELEN	MECHELEN	MECHELEN
LUX	DURBUY	ARLON	MARCHE-EN-FAMENNE	MARCHE-EN-FAMENNE
HEN	ECAUSSINES	MONS	MONS	MONS
OVL	EDEGEM	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
HEN	EDINGEN (ENGHIE)	MONS	MONS	MONS'
OVL	EEKLO	GENT	GENT	GENT
NAM	EGHEZEE	NAMUR	NAMUR	NAMUR
HEN	ELLEZELLES	MONS	TOURNAI	TOURNAI
BRA	ELSENE (IXELLES)	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
HEN	ENGHIE (EDINGEN)	MONS	MONS	MONS
LIE	ENGIS	LIEGE	HUY	HUY
LUX	EREZEE	ARLON	MARCHE-EN-FAMENNE	MARCHE-EN-FAMENNE
OVL	ERPE-MERS	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
HEN	ERQUELINNES	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
LIE	ESNEUX	LIEGE	LIEGE	LIEGE
WVL	ESPIERRES-HELCHIN (SPIERE-HELKUN)	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
ANT	ESSEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
HEN	ESTAIMPUIS	MONS	TOURNAI	TOURNAI
HEN	ESTINNES	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
LUX	ETALLE	ARLON	ARLON	ARLON
BRA	EETERBEEK	BRUSSEL	BRUSSEL 1	BRUSSEL I
BRA	EETERBEEK	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
LIE	EUPEN	LIEGE	EUPEN ENR	EUPEN ENR
BRA	EVERE	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
BRA	EVERE	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
OVL	EVERGEM	GENT	GENT	GENT
LIE	FAIMES	LIEGE	LIEGE	LIEGE
HEN	FARCIENNES	NAMUR	CHARLEROI	CIARJ.ERO1
LUX	FAUVILLERS	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
NAM	FERNELMONT	NAMUR	NAMUR	NAMUR
LIE	FERRIERES	LIEGE	HUY	HUY
LIE	FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	LIEGE	LIEGE	LIEGE
LIE	FLEMALLE	LIEGE	LIEGE	LIEGE
LIE	FLERON	LIEGE	LIEGE	LIEGE
HEN	FLEURUS	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
HEN	FLOBECQ (VLOESBERG) . '	MONS	TOURNAI	TOURNAI
NAM	FLOREFFE	NAMUR	NAMUR	NAMUR
NAM	FLORENNES	ARLON	DINANT	DINANT
LUX	FLORENVILLE	ARLON	ARLON	ARLON
HEN	FONTAINE-L'EVEQUE	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
BRA	FOREST (VORST)	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
NAM	FOSSES-LA-VILLE	NAMUR	NAMUR	NAMUR
LIM	FOURONS (VOEREN)	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
HEN	FRAMERIES	MONS	MONS	MONS

	Genoeente "• Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penale Boeten Amendes Pénales
HEN	FRASNES-LES-ANVAING	MONS	TOURNAI	TOURNAI
HEN	FROIDCHAPELLE	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
BRA	GALMAARDEN	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
BRA	GANSHOREN	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
BRA	GANSHOREN	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
OVL	GAVERE	GENT	GENT	GENT
NAM	GEDINNE	ARLON	DINANT	DINANT
ANT	GEEL	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
LIE	GEER	LIEGE	LIEGE	LIEGE
BRA	GEETBETS	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
NAM	GEMBLOUX	NAMUR	NAMUR	NAMUR
BRA	GENAPPE	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
LIM	GENK	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
OVL	GENT	GENT	GENT	GENT
OVL	GERAARDSBERGEN	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
HEN	GERPINNES	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
NAM	GESVES	NAMUR	NAMUR	NAMUR
LIM	GINGELOM	HASSELT	HASSELT	HASSELT
WVL	GISTEL	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
BRA	GLABBEEK	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
BRA	GOOIK	MECHELEN	VD.VOORDE	VILVORDE
LUX	GOUVY	ARLON	MARCHE-EN-FAMENNE	MARCHE-EN-FAMENNE
LIE	GRACE-HOLLOGNE	LIEGE	LIEGE	LIEGE
BRA	GREZ-DOICEAU	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
BRA	GRINBERGEN	MECHELEN	VILVOURDE	VILVOORDE
ANT	GROBBENDONK	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
BRA	HAACHT	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
OVL	HAALTERT	MECHELEN	DERDERMONDE	DENDERMONDE
LUX	HABAY	ARLON	ARLON	ARLON
LIM	HALEN	HASSELT	HASSELT	HASSELT
BRA	HALLE	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
LIM	HAM	HASSELT	HASSELT	HASSELT
OVL	HAMME	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
LIE	HAMOIR	LIEGE	HUY	HUY
NAM	HAMOIS	ARLON	DINANT	DINANT
LIE	HAMONT-ACHEL	HASSELT	HASSELT	HASSELT
HEN	HAM-SUR-HEURE-NALINNES	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
LIE	HANNUT	LIEGE	IIUY	HUY
WVL	HARELBEKE	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
LIM	HASSELT	HASSELT	HASSELT	HASSELT
NAM	HASTIERE	ARLON	DINANT	DINANT
NAM	HAVELANGE	ARLON	DINANT	DINANT
LIM	HECHTEL-EKSEL	HASSELT	HASSELT	HASSELT
LIM	HEERS	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
ANT	HEIST-OP-DEN-BERG	MECHELEN	MECHELEN	MECHELEN
BRA	HELECINE	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES

	Gemeente Commune	Directie regis(ratie) Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penale Boeten Amendes Pénales
ANT	HEMIKSEM	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
HEN	HENSIES	MONS	MONS	MONS
LUX	HERBEUMONT	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
BRA	HERENT	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
ANT	HERENTALS	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
ANT	HERENTHOUT	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
LIM	HERK-DE-STAR	HASSELT	HASSELT	HASSELT
BRA	HERNE	MECHELEN	VB.VOORDE	VILVOORDE
LIE	HERON	LIEGE	HUY	HUY
ANT	HERSELT	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
LIE	HERSTAL	LIEGE	LIEGE	LIEGE
LIM	HERSTAPPE	HASSELT	TONOEREN	TONGEREN
LIE	HERVE	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
OVL	HERZELE	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
LIM	HEUSDEN-ZOLDER	HASSELT	HASSELT	HASSELT
WVL	HEUVELLAND	BRUGGE	IEPER	IEPER
BRA	HOEGAARDEN	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
BRA	HOEILAART	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
LIM	HOESEL	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
BRA	HOLSBEEK	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
HEN	HONNELLES	MONS	MONS	MONS
WVL	HOOGLEDE	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
ANT	HOOGSTRATEN	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
OVL	HOREBEKE	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
LUX	HOTTON	ARLON	MARCHE-EN-FAMENNE	MARCHE-EN-FAMENNE
LUX	HOUFFALIZE	ARLON	MARCHE-EN-FAMENNE	MARCHE-EN-FAMENNE
LIM	HOUTHALEN-EN-HELCHTEREN	HASSELT	HASSELT	HASSELT
WVL	HOUTHULST	DRUGGE	VEURNE	VEURNE
NAM	HOUYET	ARLON	DINANT	DINANT
ANT	HOVE	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
BRA	HULDENDERG	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
ANT	HULSHOUT	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
LIE	HUY	LIEGE	HUY	HUY
WVL	ICHTEGEM	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
WVL	IEPER	BRUGGE	EPER	EPER
BRA	INCOURT	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
WVL	INGELMUNSTER	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
BRA	ITTRE	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
BRA	IXELLES (ELSENE)	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES
WVL	IZEGEM	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
WVL	JABBEKE	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
LIE	JALHAY	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
NAM	JEMEPE-SUR-SAMBRE	NAMUR	NAMUR	NAMUR
BRA	JETTE	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
BRA	JETTE	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
BRA	JODOIGNE	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
LIE	JUPRELLE	LIEGE	LIEGE	LIEGE

	Gemeente Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penale Boeten Amendes Pénales
HEN	JURDISE	MONS	MONS	MONS
ANT	KALMTHOUT	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
BRA	KAMPENHOUT	MECHELEN	VILVOORDE	VD.VOORDE
ANT	KAPellen	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
BRA	KAPELLE-OP-DEN-BOS	MECHELEN	VILVOORDE	VD.VOORDE
OVL	KAPRIJKE	GENT	GENT	GENT
ANT	KASTERLEE	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
BRA	KEERBERGEN	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
LIE	KELMIS (LA CALAMINE)	LIEGE	EUPEN ENR	EUPEN ENR
LIM	KINROOI	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
OVL	KLUISDERGEN	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
OVL	KNESSELARE	GENT	GENT	GENT
WVL	KNOKKE-HEIST	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
WVL	KOEKELARE	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
BRA	KOEKELBERG	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
BRA	KOEKELDERG	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
WVL	KOKSIJDE	BRUGGE	VEURNE	VEURNE
HEN	KOMEN (COMINES)	MONS	TOURNAI	TOURNAI
ANT	KONTICH	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
WVL	KORTEMARK	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
BRA	KORTENAKEN	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
BRA	KORTENBERG	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
LIM	KORTESSEM	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
WVL	KORTRIJK	DRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
BRA	KRAAINEM	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
OVL	KRUIBEKE	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
OVL	KRUISHOUTEM	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
WVL	KUURNE	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
NAM	LA BRUYERE	NAMUR	NAMUR	NAMUR
LIE	LA CALAMINE (KELMIS)	LIEGE	EUPEN ENR	EUPEN ENR
BRA	LA HULPE	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
HEN	LA LOUVIERE	MONS	MONS	MONS
ANT	LAARDAL	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
OVL	LAARNE	NIECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
LIM	LANAKEN	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
BRA	LANDEN	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
WVL	LANGEMARK-POELKAI'ELLE	BRUGGE	IEPER	IEPER
BRA	LASNE	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
LUX	LA-ROCHE-EN-ARDENNE	ARLON	MARCHE-EN-FAMENNE	MARCIIE-EN-FAMENNE
HEN	LE ROEULX	MONS	MONS	MONS
OVL	LEBBEKE	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
OVL	LEDE	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
WVL	LEDEGEM	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
LUX	LEGLISE	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATFAU
WVL	LENDELEDE	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
BRA	LENNIK	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
HEN	LENS.	MONS	MONS	MONS

	Gemeente " Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penale Boeten Amendes Pénales
LIM	LEOPOLDSBURG	HASSELT	HASSELT	HASSELT
HEN	LES DONS VILLERS	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
HEN	LESSINES	MONS	TOURNAI	TOURNAI
BRA	LEUVEN	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
HEN	LEUZE-EN-HAINAUT	MONS	TOURNAI	TOURNAI
LUX	LIBIN	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
LUX	LIBRAMONT-CHEVIGNY	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
WVL	LICHTERVELDE	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
BRA	LIEDEKERKE	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
LIE	LIEGE	LOEGE	LOEGE	LIEGE
ANT	LIER	MECHELEN	MECHELEN	MECHELEN
OVL	LIERDE	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
LIE	LIERNEUX	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
ANT	LILLE	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
LIE	LIMBOURG	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
LIE	LINCENT	LIEGE	HUY	HUY
BRA	LINKEBEEK	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
ANT	LINT	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
BRA	LINTER	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
HEN	LOBBES	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
OVL	LOCHRISTI	GENT	GENT	GENT
OVL	LOKEREN	DENDERMONDE	DENDERMONDE	DENDERMONDE
LIM	LOMMEL	HASSELT	HASSELT	HASSELT
BRA	LONDERZEEL	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
LIE	LONTZEN	LIEGE	EUPEN ENR	EUPEN ENR
OVL	LOVENDEGEM	GENT	GENT	GENT
WVL	LO-RENINGE	BRUGGE	VEURNE	VEURNE
BRA	LUBBEEK	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
LIM	LUMMEN	HASSELT	HASSELT	HASSELT
OVL	MAARKEDAL	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
LIM	MAASEIK	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
LIM	MAASMECHELEN	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
BRA	MACHELEN	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE.
OVL	MALDEGEM	GENT	GENT	GENT
ANT-	MALLE	ANTWFRPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
LIE	MALMEDY	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
HEN	MANAGE	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
LUX	MANHAY	ARLON	MARCHE-EN-FAMENNE	MARCHE-EN-FAMENNE
LUX	MARCHE-EN-FAMENNE	ARLON	MARCHE-EN-FAMENNE	MARCHE-EN- FAMENNE
LIE	MARCHIN	LIEGE	HUY	HUY
LUX	MARTELANGHE	ARLON	ARLON	ARLON
ANT	MECHELEN	MECHELEN	MECHELEN	MECHELEN
ANT	MEERHOUT	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
LIM	MEEUWEN-GRUITRODE	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
BRA	MEISE	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
LUX	MEIX-DEVANT-VIRTON	ARLON	ARLON	ARLON
OVL	MELLE	GENT	GENT	GENT

	Gemeente Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penale Boeten Amendes Pénales
WVL	MENEN	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
HEN	MERBES-LE-CHATEAU	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
BRA	MERCHTEM	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
OVL	MERELBEKE	GENT	GENT	GENT
ANT	MERKSPLAS	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
WVL	MESEN (MESSINES)	BRUGGE	EPER	IEPER
LUX	MESSANCY	ARLON	ARLON	ARLON
NAM	METTET	NAMUR	NAMUR	NAMUR
WVL	MEULEBEKE	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
WVL	MIDDELKERKE	BRUGGE	BRUGGE	BOUGGE
LIE	MODAVE	LIEGE	HUY	HUY
OVL	MOERBEKE	GENT	GENT	GENT
HEN	MOUSKROEN (MOUSCRON)	MONS	TOURNAI	TOURNAI
ANT	MOL	HASSELT	TURNHOUT	TORNNOIV'
BRA	MOLENBEEK-SAINT-JEAN SINT-JANS-MOLENBEEK)	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
HEN	MOMIGNIES	NAMUR	CHARLEROI	Ci AXEER01
HEN	MONS	MONS	MONS	MONS
HEN.	MONTIGNY-LE-TILLEUL	NAMUR	CHARLEROI	CIARI.F.ROI
HEN	MONT-DE-L'ENCRUS	MONS	TOURNAI	TOURNAI
BRA	MONT-SAINT-GUIBERT	NAMUR	NIVELLES	NIVELI-ES
WVL	MOORSLEDE	BRUGGE	IEPER	IEPER
HEN	MORLANWELZ	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
ANT	MORTSEL	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
HEN	MOUSCRON (MOUSKROEN)	MONS	TOURNAI	TOURNAI
LUX	MUSSON	ARLON	ARLON	ARLON
NAM	NAMUR	NAMUR	NAMUR	NAMUR
LIE	NANDRIN	LIEGE	HUY	HUY
LUX	NASSOGNE	ARLON	MARCHE-EN-FAMENNE	MARCHE-EN-FAMENNE
OVL	NAZARETH	GENT	GENT	GENT
LIM	NEERPELT	HASSELT	HASSELT	HASSELT
LUX	NEUFCHATEAU	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
LIE	NEUPRE	LIEGE	I IUY	HUY
OVL	NEVELE	GENT	GENT	GENT
ANT	NIEL	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
LIM	NIEUWERKERKEN	HASSELT	HASSELT	HASSELT
WVL	NIEUWPOORT	BRUGGE	VEURNE	VEURNE
ANT	NULEN	MECHELEN	MECHELEN	NIECHIEFN
OVL	NINOVE	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
BRA	NIVELLES	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
NAM	OHEY	NAMUR	NAMUR	NAMUR
ANT	OLEN	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
LIE	OLNE	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
NAM	ONHAYE	ARLON	DINANT	DINANT
WVL	OOSTENDE	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
OVL	OOSTERZELE	GENT	GENT	GENT
WVL	OOSTKAMP	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE

	Gemmnte Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penale Boeten Amendes Pénales
	WVL	OOSTROZEBEKE	BRUGGE	KORTRIJK
	LIM	OPGLABBEEK	HASSELT	TONGEREN
	BRA	OPWIJK	MECHELEN	VILVOORDE
	LIE	OREIJK	LIEGE	LIEGE
	BRA	ORP-JAUCHE	NAMUR	NIVELLES
	BRA	OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE	NAMUR	NIVELLES
	OVL	OUDENAARDE	GENT	OUDENAARDE
	WVL	OUDENBURG	BRUGGE	BRUGGE
	BRA	OUDEGEM (AUDERGIEM)	BRUSSEL	BRUSSEL I
	BRA	OD-HEVERLEE	HASSELT	LEUVEN
	ANT	OD-TURNHOUT	HASSELT	TURNHOUT
	LIE	OUFFET	LIEGE	HUY
	LIE	OUPEYE	LIEGE	LIEGE
	BRA	OVERIJSE	MECHELEN	VILVOORDE
	LIM	OVERPELT	HASSELT	HASSELT
	LUX	PALISEUL	ARLON	NEUFCHATEAU
	HEN	PECQ	MONS	TOURNAI
	LIM	PEER	HASSELT	HASSELT
	BRA	PEPINGEN	MECHELEN	VILVOORDE
	LIE	PEPINSTER	LIEGE	VERVIERS
	HEN	PERUWELTZ	MONS	TOURNAI
	BRA	PERWEZ	NAMUR	NIVELLES
	NAM	PHILIPPEVILLE	ARLON	DINANT
	WVL	PITTEM	BRUGGE	BRUGGE
	LIE	PLOMBIERES	LIEGE	VERVIERS
	HEN	PONT-A-CELLES	NAMUR	CHARLEROI
	WVL	POPERINGE	BRUGGE	IEPER
	NAM	PROFONDEVILLE	NAMUR	NAMUR
	ANT	PUTTE	MECHELEN	MECHELLEN
	ANT	PUURS	MECHELLEN	MECHELLEN
	HEN	QUAREGNON	MONS	MONS
	HEN	QUEVY	MONS	MONS
	LIEN	QUIEVRAIN	MONS	MONS
	LIE	RAEREN	LIEGE	EUPEN ENR
	BRA	RAMILLIES	NAMUR	NIVELLES
	ANT	RANST	ANTWERPEN	ANTWERPEN
	ANT	RAVELS	HASSELT	TURNHOUT
	BRA	REBECQ	NAMUR	NIVELLES
	LIE	REMICOURT	LIEGE	LIEGE
	OVL	RENAIX(RUNSE)	GENT	OUDENAARDE
	LUX	RENDEUX	ARLON	MARCH-EN-FAMENNE
	ANT	RETOE	HASSELT	TURNHOUT
	BRA	RHODE-SAINT-GENESE (SINT-GENESIUS-RODE)	MECHELEN	VILVOORDE
	LEM	RIEMST	HASSELT	TONGEREN
	ANT	RUKEVORSEL	HASSELT	TURNHOUT
	BRA	RIXENSART	NAMUR	NIVELLES

	Genieente Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penale Boeten ' Amendes Pénales
NAM	ROCHEFORT	ARLON	DINANT	DINANT
WVL	ROESELARE	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
OVL	RONSE(RENAIX)	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
BRA	ROOSDAAL	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
BRA	ROTSELAAR	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
LUX	ROUVROY	ARLON	ARLON	ARLON
WVL	RUISELEDE	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
HEN	RUMES	MONS	TOURNAI	TOURNAI
ANT	RUMST	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
LUX	SAINTE-ODE	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
LIE	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE	LIEGE	HUY	HUY
HEN	SAINT-GHISLAIN	MONS	MONS	MONS
BRA	SAINT-GILLES (SINT-GILLIS)	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
LUX	SAINT-HUBERT	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHA'OEAU
BRA	SAINT-JOSSE-TEN-NOODE (SIN(-JOOST-TEN-NODE)	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
LUX	SAINT-LEGER	ARLON	ARLON	ARLON
LIE	SAINT-NICOLAS	LIEGE	LIEGE	LIFGE
LIE	SAINT-VITH	LIEGE	ST-VITH ENR	ST-VITH ENR
NAM	SAMBREVILLE	NAMUR	NAMUR	NAMUR
BRA	SCHAARBEEK (SCHAERBEEK)	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
BRA	SCHAARBEEK ISCIIAARBEEK)	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
ANT	SCHELLE	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
BRA	SCHERPENHEUVEL-ZICHEM	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
ANT	SCHILDE	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
ANT	SCHOTEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
HEN	SENEFFE	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
LIE	SERAING	LIEGE	LIEGE	LIEGE
HEN	SILLY	MONS	MONS	MONS
BRA	SINT-AGATHA-BERCHEM (BERCHEM -SAINTE-AGATHE)	BRUSSEL I	BRUSSEL I	BRUSSEL I
ANT	SINT-AMANDS	MECHELEN	MECHELEN	MECHELEN
BRA	SINT-GENESIUS-RODE (RHODE-SAINT-GENESE)	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
BRA	SINT-GILLIS (SAINT-GILLES)	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
OVL	SINT-GILLIS-WAAS	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
BRA	SINT-JANS-MOLENBEEK (MOLENDEEK-SAINT-JEAN) . (SAINT-JOSSE-TEN-NOODE	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
ANT	SINE-KATELUNE-WAVER	MECHELEN	MECHELEN	MECHELEN
BRA	SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE (WOLUWE-SAINT-LAMBERT)	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
OVL	SINE-LAUREINS ,	GENT	GENT	GENT
OVL	SINT-LIEVENS-HOUTEM	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
OVL	SINT-MARTENS-LATEM	GENT	GENT	GENT
OVL	SINT-NIKLAAS	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE

	Gemeente Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penne Boeten Amendes Pénales
BRA BRA	SINT-PIETERS-LEEUV SINT-PIETERS-WOLUWE (WOLUWE-SAINT-PIERRE)	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
LIM	SINT-TRUDDEN	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
HEN	SIVRY-RANCE	HASSELT	HASSELT	HASSELT
HEN	SOIGNIES	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
NAM	SOMBREFFE	MONS	MONS	MONS
NAM	SOMME-LEUZE	NAMUR	NAMUR	NAMUR
LIE	SOUMAGNE	ARLON	DINANT	DINANT
LIE	SPA	LIEGE	LIEGE	LIEGE
WVL	SPIERE-HELKUN (ESPIERRES-HELCHIN)	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
LIE	SPRIMONT	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
ANT	STABREOEK	LIEGE	LOGE	LIEGE
WVL	STADEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
LIE	STAVELOT	BRUGGE	IEPER	IEPER
BRA	STEENOKKERZEEL	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
OVL	STEKENE	MECHELEN	MECHELEN	MECHELEN
LIE	STOUMONT	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
LUX	TELLIN	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
LUX	TENNEVILLE	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
BRA	TERNAT	ARLON	MARCHE-EN-FAMENNE	MARCHE-EN-FAMENNE
BRA	TERVUREN	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
LIM	TESSENDERLO	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
LIE	THEUX	HASSELT	HASSELT	HASSELT
LIE	THIMISTER-CLERMONT	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
HEN	THUIN	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
WVL	TIELT	NAMUR	CHARLEROI	CHARLEROI
BRA	TIELT-WINGE	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
BRA	TIENEN	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
LIE	TINLOT	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
LUX	TINTIGNY	LIEGE	HUY	HUY
LIM	TONGEREN	ARLON	ARLON	ARLON
WVL	TORHOUT	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
HEN	TOURNAI	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
BRA	TREMELO	MONS	TOURNAI	TOURNAI
LIE	TROIS-PONTS	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
LIE	TROOZ	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
BRA	TUBIZE	LIEGE	LIEGE	LIEGE
ANT	TURNHOUT	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
BRA	UCCLE (UKKLE)	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
BRA	UKKEL (UCCLE)	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
LUX	VAUX-SUR-SURE	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
LIE	VERLAINE	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
LIE	VERVIERS	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
WVL	VEURNE	LIEGE	HUY	HUY
		LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
		BRUGGE	VEURNE	VEURNE

	Gemeente Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penale Boeten Amendes Pénales
LUX	VIELSALM	ARLON	MARCHE-EN-FAMENNE	MARCHE-EN-FAMENNE
BRA	VILLERS-LA-VILLE	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
LIE	VILERS-LE-BOUILLET	LIEGE	HUY	HUY
BRA	VILVOORDE	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
NAM	VIROINVAL	ARLON	DINANT	DINANT
LUX	VIRTON	ARLON	ARLON	ARLON
LIE	WISE	LIEGE	LIEGE	LIEGE
WVL	VLETEREN	BRUGGE	IEPER	IEPER
HEN	VLOESBERG (FLOBECQ)	MONS	TOURNAI	TOURNAI
HEN	VOEREN (FOURONS)	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
ANT	VORSELAAR	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
BRA	VORST(FOREST)	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL I
ANT	VORSELAAR	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
NAM	VRESSE-SUR-SEMOIS	ARLON	DINANT	DINANT
OVL	WAARSCHOOT	GENT	GENT	GENT
OVL	WAASMUNSTER	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
OVL-	WACHTEBEKE	GENT	GENT	GENT
LIE	WAIMES	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
NAM	WALCOURT	ARLON	DINANT	DINANT
BRA	WALHAIN	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
LIE	WANZE	LIEGE	HUY	HUY
WVi,	WAREGEM	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
LIE	WAREMME	LIEGE	LIEGE	LIEGE
LIE	WASSEIGES	LIEGE	HUY	HUY
TIRA	WATERLOO	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
BRA	WATERMAAL-BOSVOORDE			
	(WATERMAEL-BOISFORT)	BRUSSEL	BRUSSEL I	BRUSSEL 1
BRA	WATERMAEL-BOISFORT			
	(WATERMAAL-BOSVOORDE)	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
BRA	WAVRE	NAMUR	NIVELLES	NIVELLES
LIE	WELKENRAEDT	LIEGE	VERVIERS	VERVIERS
LIM	WELLEN	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
LUX	WELLIN	ARLON	NEUFCHATEAU	NEUFCHATEAU
BRA	NMIMEL	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
WVL	WERVIK	BRUGGE	IEPER	IEPER
ANT	WESTERLO	HASSELT	TURNHOUT	TURNHOUT
OVL	WETEREN	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
WVL	WEVELGEM	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
BRA	WEZEMBEEK-OPPEM	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
OVL	WICHELEN	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
WVL	WIELSBEKE	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
ANT	WUNEGEM	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
ANT	WILLEBROEK	MECHELEN	MECHELEN	MECHELEN
WVL	WINGENE	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
BRA	WOLUWE-SAINT-LAMBERT			
	(SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE)	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
BRA	WOLUWE-SAINT-PLERRE			

	Gemeente Commune	Directie registratie Direction Enregistrement	Domeinen Domaines	Penale Boeten Amendes Pénales
	(SINT-PIETERS-WOLUWE)	BRUXELLES	BRUXELLES I	BRUXELLES I
ANT	WOMMELGEM	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
OVL	WORTEGEM-PETEGEM	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
ANT	WUUSTWEZEL	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
NAM	YVOIR	ARLON	DINANT	DINANT
ANT	ZANDHOVEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
BRA	ZAVENTEM	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
WVL	ZEDELGEM	BRUGGE	BRUGGE	BRUGGE
OVL	ZELE	MECHELEN	DENDERMONDE	DENDERMONDE
OVL	ZELZATE	GENT	GENT	GENT
BRA	ZEMST	MECHELEN	VILVOORDE	VILVOORDE
OVL	ZINGEM	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
AM'	ZOERSEL	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN
OVL	ZOMERGEM	CENT	GENT	GENT
LIM	ZONHOVEN	HASSELT	HASSELT	HASSELT
WVL	ZONNEBEKE	BRUGGE	LEPER	IEPER
UVL	ZOTTEGEM	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
BRA	ZOUTLEEUV	HASSELT	LEUVEN	LEUVEN
WVL	ZUIENKERKE	BRUGGE	BRUGGE	BRUVGN
OVL	ZULTE	GENT	GENT	GENT
LIM	ZUTENDAAL	HASSELT	TONGEREN	TONGEREN
UVL	ZWALM	GENT	OUDENAARDE	OUDENAARDE
WVL	ZWEVEGEM	BRUGGE	KORTRIJK	KORTRIJK
ANT	ZWUNDRECHT	ANTWERPEN	ANTWERPEN	ANTWERPEN

**BUREAUX SPECIAUX ET
DIRECTIONS RÉGIONALES**

**BIJZONDERE KANTOREN EN
GEWESTELIJKE DIRECTIES**

ANTWERPEN

ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN

Italiëlei 4 bus 3
2000 ANTWERPEN

Tel.: 03/203.21.14
Fax.: 03/225.28.17
E-mail: KantDomAntwerpen.akred@minfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003075-25 Minnelijke schikkingen:
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: Onmiddellijke
inningen:

ANTWERPEN

ONTVANGKANTOOR DER PÉNALE BOETEN

Italiëlei 4 bus 3
2000 ANTWERPEN

Tel.: 03/203.21.25
Fax.: 03/203.21.24
E-mail:

Gewone P.R.: 679-2003073-23
Minnelijke schikkingen: 679-2003074-24
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003502-64

/ 679-2003584-49

Onmiddellijke inningen:

ARLON

BUREAU DES RECETTES DOMANIALES ET D'AMENDES PÉNALES

place des Fusillés
6700 ARLON
Tel.: 063/22.12.63
Fax.: 063/22.31.72.

E-mail: BurDomAmPenArlon.aced@minfin.fed.be

C.C.P. ordinaire: 679-2003094-44 Transactions: Transactions automatisées:
679-2003498-60 / 679-2003580-45 Perceptions immédiates:

BRUGGE

ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN EN PÉNALE BOETEN

Boninvest 3
8000 BRUGGE

Tel.: 050/33.17.50
Fax.: 050/34.50.07
E-mail: KantDomPenBBrugge.akred@minfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003124-74
Minnelijke schikkingen: 679-2003473-35
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003505-67

/ 679-2003587-52

Onmiddellijke inningen:

18/02/2002

BRUSSEL EERSTE ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN
Kantersteen 47
1000 BRUSSEL

Tel.: 02/551.59.17
Fax.: 02/502.62.64
E-mail:
Gewone P.R.: 679-2003169-22 / 679-2003555-20 / 679-2003084-34
Minnelijke schikkingen:
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen:
Onmiddellijke inningen:

BRUSSEL TWEEDE ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN
Regentschapsstraat 54
1000 BRUSSEL

Tel.: 02/510.97.90
Fax.: 02/510.97.91
E-mail:
Gewone P.R.:679-2003170-23
Minnelijke schikkingen:
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen:
Onmiddellijke inningen:

BRUSSEL DERDE ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN
Ulensstraat 40
1080 BRUSSEL

Tel.: 02/426.89.21
Fax.: 02/426.10.87
E-mail:KantDomBrussellIII.akred@minfin.fed.be
Gewone P.R.: 679-2003171-24
Minnelijke schikkingen:
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen:
Onmiddellijke inningen:

BRUSSEL EERSTE ONTVANGKANTOOR DER PENALE BOETEN
Regentschapsstraat 54
1000 BRUSSEL

Tel.: 02/510.97.10
Fax.: 02/510.95.41
E-mail:
Gewone P.R.: 679-2003165-18 / 679-2003578-43
Minnelijke schikkingen:
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen:679-2003509-71 / 679-2003591-56
Onmiddellijke inningen:

18/02/2002

BRUSSEL **TWEEDE ONTVANGKANTOOR DER PENALE BOETEN**
Regentschapsstraat 54
1000 BRUSSEL

Tel.: 02/510.97.20
Fax.: 02/510.95.41
E-mail:
Gewone P.R.: 679-2003166-19
Minnelijke schikkingen: 679-2003167-20
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003494-56

/ 679-2003592-57

Onmiddellijke inningen:

BRUSSEL **ZESDE REGISTRATIEKANTOOR**
Regentschapsstraat 54
1000 BRUSSEL

Tel.: 02/510.95.20
Fax.: 02/510.93.01
E-mail:
Gewone P.R.: 679-2003161-14
Minnelijke schikkingen:
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen:
Onmiddellijke inningen:

BRUXELLES **PREMIER BUREAU DES RECETTES D'AMENDES PENALES**
rue de la Régence 54
1000 BRUXELLES

Tél.: 02/510.97.10 Fax.:
02/510.95.41 E-mail:

C.C.P. ordinaire: 679-2003165-18 / 679-2003578-43
Transactions:
Transactions automatisées: 679-2003509-71 / 679-2003591-56
Perceptions immédiates:

BRUXELLES **DEUXIEME BUREAU DES RECETTES D'AMENDES PENALES**
rue de la Régence 54
1000 BRUXELLES

Tél.: 02/510.97.20 Fax.:
02/510.95.41 E-mail:

C.C.P. ordinaire: 679-2003166-19
Transactions: 679-2003167-20
Transactions automatisées: 679-2003494-56 / 679-2003592-57
Perceptions immédiates:

CHARLEROI BUREAU DES RECETTES DOMANIALES ET D'AMENDES PENALES
rue Jean Monnet 14
6000 CHARLEROI

Tél. :071/23.14.62
Fax. :071/50.63.24
E-mail:BurDomAmPenCharleroi.aced@minfin.fed.be

C.C.P. ordinaire :679-2003374-33
Transactions: 679-2003429-88
Transactions automatisées: 679-2003523-85 / 679-2003607-72
Perceptions immédiates:

DENDERMONDE ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN EN PENALE BOETEN
Sint-Rochusstraat 63
9200 DENDERMONDE

Tel.: 052/26.17.03
Fax.: 052/22.40.68
E-mail:KantDomPenBDendermonde.akred@minfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003465-27
Minnelijke schikkingen: 679-2003471-33
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003520-82 / 679-2003604-69
Onmiddellijke inningen:

DINANT BUREAU DES RECETTES DOMANIALES ET D'AMENDES PENALES
rue Huybrechts 22
5500 DINANT

Tél.: 082/22.67.88
Fax.: 082/22.60.89
E-mail:BurDomAmPenDinant.aced@minfin.fed.be
C.C.P. ordinaire: 679-2003098-48
Transactions: 679-2003481-43
Transactions automatisées: 679-2003499-61 / 679-2003581-46
Perceptions immédiates:

EUPEN BUREAU DE L'ENREGISTREMENT
rue Haute 102
4700 EUPEN

Tel.: 087/59.36.10
Fax.: 087/59.36.82
E-mail:BurEnrEupen.aced@minfin.fed.be
C.C.P. ordinaire: 679-2003300-56 / 679-2003549-14
Transactions:
Transactions automatisées: 679-2003518-80 / 679-2003602-67
Perceptions immédiates:

GENT **ONTVANGKANTOOR DER DONSINEN**
Zwijnaardsesteenweg 314
9000 GENT

Tél.: 09/221.18.17
Fax.: 09/220.34.27
E-mail: KantDomGent.akred@minfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003240-93
Minnelijke schikkingen:
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen:
Onmiddellijke inningen:

GENT **ONTVANGKANTOOR DER PENALE BOETEN**
Savaanstraat 11 bus 5
9000 GENT

Tel.: 09/266.20.04
Fax.: 09/266.23.66
E-mail:

Gewone P.R.: 679-2003243-96
Minnelijke schikkingen: 679-2003489-51
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003510-72 / 679-2003593-58

Onmiddellijke inningen:

HASSELT **ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN EN PENALE BOETEN**
Kolonel Dusartplein 36
3500 HASSELT

Tel.: 011/23.05.50
Fax.: 011/23.43.03
E-mail: KantDomPenBHasselt.akred@minfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003269-25
Minnelijke schikkingen: 679-2003469-31
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003512-74 / 679-2003595-60

Onmiddellijke inningen:

HUY **BUREAU DES RECETTES DOMANIALES ET D'AMENDES PENALES**
rue du Marché 18
4500 HUY

Tél.: 085/21.17.00
Fax.: 085/21.42.02
E-mail: BurDomAmPenHuy.aced@minfin.fed.be

C.C.P. ordinaire: 679-2003310-66 / 679-2003535-97
Transactions:
Transactions automatisées: 679-2003515-77 / 679-2003599-64
Perceptions immédiates:

18/02/2002

IEPER

ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN EN PENALE BOETEN
Arsenaalstraat 4a
8900 IEPER

Tel.: 057/22.72.20
Fax.: 057/21.72.00
E-mail:KantDomPenBRAper.akred@minfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003150-03
Minnelijke schikkingen:
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen:679-2003506-68

/ 679-2003588-53

Onmiddellijke inningen:

KORTRIJK

ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN EN PENALE BOETEN
Handelskaai 1c
8500 KORTRIJK

Tel.: 056/52.85.48
Fax.: 056/20.53.51
E-mail:KantDomPenBKortrijk.akred@minfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003129-79
Minnelijke schikkingen: 679-2003474-36
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003507-69

/ 679-2003589-54

Onmiddellijke inningen:.

LEUVEN

ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN EN PENALE BOETEN
Blijde Inkomststraat 34
3000 LEUVEN

Tel.: 016/22.14.25
Fax.: 016/22.08.31
E-mail:KantDomPenBLEuven.akred@minfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003279-35 / 679-2003541-06
Minnelijke schikkingen: 679-2003485-47
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003497-59

/ 6792003596-61

Onmiddellijke inningen:

LIEGE

BUREAU DES RECETTES D'AMENDES PENALES
rue Darchis 51
4000 LIEGE

Tél.: 04/222.13.78
Fax.: 04/222.12.94
E-mail:

C.C.P. ordinaire: 679-2003320-76
Transactions:679-2003484-46
Transactions automatisées: 679-2003516-78
Perceptions immédiates:

LIEGE**BUREAU DES RECETTES DOMANIALES**

rue de Fragnée 40
4000 LIEGE

Tél.: 04/254.87.88
Fax.: 04/254.88.37
E-mail:BurDomLiège.aced@minfin.fed.be

C.C.P. ordinaire: 679-2003321-77
Transactions:
Transactions automatisées:
Perceptions immédiates:

MARCHE- EN-FAMENNE**BUREAU DES RECETTES DOMANIALES ET D'AMENDES PENALES**

rue du Commerce 19
6900 MARCHE-EN-FAMENNE

Tél.: 084/31.33.93
Fax.: 084/31.65.82
E-mail:BurDomAmPenMarcheFam.aced@minfin.fed.be

C.C.P. ordinaire: 679-2003109-59
Transactions:
Transactions automatisées: 679-2003500-62 / 679-2003582-47
Perceptions immédiates:

MECHELEN**ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN EN PENALE BOETEN**

Nekkerspoelstraat 403
2800 MECHELEN

Tel.: 015/55.54.20
Fax.: 015/56.97.49
E-mail:KantDomPenBMechelen.akred@cninfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003213-66 / 679-2003542-07
Minnelijke schikkingen: 679-2003486-48
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003521-83 / 6792003605-70
Onmiddellijke inningen:

MONS**BUREAU DES RECETTES DOMANIALES ET D'AMENDES PENALES**

Chemin de l'Inquiétude
7000 MONS

Tél.: 065/34.13.30,
Fax.: 065/84.29.10
E-mail:BurDomAmPenMons.aced@minfin.fed.be

C.C.P. ordinaire: 679-2003356-15
Transactions: 679-2003478-40
Transactions automatisées: 679-2003503-65 / 679-2003585-50
Perceptions immédiates :

NAMUR BUREAU DES RECETTES DOMANIALES ET D'AMENDES PENALES
Rue des Bourgeois 7/B
5000 NAMUR
Tél.: 081/24.72.15
Fax.: 081/24.72.07
E-mail:BurDomAmPenNamur.aced@minfin.fed.be

C.C.P. ordinaire: 679-2003395-54 / 679-2003536-01
Transactions: 679-2003482-44
Transactions automatisées: 679-2003495-57 / 679-2003608-73
Perceptions immédiates :

NEUFCHATEAU BUREAU DES RECETTES DOMANIALES ET D'AMENDES PENALES
rue du Clos des Seigneurs 1
6840 NEUFCHATEAU

Tél.: 061/22.82.60
Fax.: 061/22.82.64
E-mail:BurDomAmPenNeufchateau.aced@minfin.fed.be

C.C.P. ordinaire: 679-2003477-39
Transactions:
Transactions automatisées: 679-2003501-63 / 679-2003583-48
Perceptions immédiates :

NIVELLES BUREAU DES RECETTES DOMANIALES ET D'AMENDES PENALES
avenue Albert et Elisabeth 8-10
1400 NIVELLES

Tél.: 067/88.81.03
Fax.: 067/21.63.10
E-mail:BurDomAmPenNeufchateau.aced@minfin.fed.be

C.C.P. ordinaire: 679-2003397-56 / 679-2003537-02
Transactions: 679-2003470-32
Transactions automatisées: 679-2003496-58 / 679-2003609-74
Perceptions immédiates :

OUDENAARDE ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN EN PENALE BOETEN
Marlboroughlaan 4
9700 OUDENAARDE

Tel.: 055/33.14.40
Fax.: 055/33.14.54
E-mail:KantDomPenBOudenaarde.akred@minfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003228-81
Minnelijke schikkingen: 679-2003487-49
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003511-73

/ 679-2003594-59

Onmiddellijke inningen :

SAINT-VITH. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT

Rue du Couvent 32
4780 SAINT-VITH.

Tél.: 080/22.82.40
Fax.: 080/22.62.66
E-mail:BurEnrStVith.aced@minfin.fed.be

C.C.P. ordinaire: 679-2003325-81
Transactions:
Transactions automatisées:
Perceptions immédiates:

TONGEREN ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN EN PENALE BOETEN
Repenstraat 12
3700 TONGEREN
Tél.: 012/23.24.37
Fax.: 012/39.27.00
E-mail:KantDomPenBTongeren.akred@minfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003289-45
Minnelijke schikkingen:
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003513-75

/ 679-2003597-62

Onmiddellijke inningen:

TOURNAI BUREAU DES RECETTES DOMANIALES ET D'AMENDES PENALES:
Rue Frinoise 33 B
7500 TOURNAI

Tél.: 069/88.99.00
Fax.: 069/88.98.02
E-mail:BurDomAmPenTournai.aced@minfin.fed.be

C.C.P. ordinaire: 679-2003361-20
Transactions: 679-2003479-47.
Transactions automatisées: 679-2003504-66 / 679-2003586-51
Perceptions immédiates:

TURNHOUT ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN EN PENALE BOETEN
Otterstraat 24-26
2300 TURNHOUT

Tel.: 014/41.74.17
Fax.: 014/43.64.67
E-mail:KantDomPenBTurnhout.akred@minfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003292-48 / 679-2003544-09
Minnelijke schikkingen: 679-2003476-38
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-203514-76 / 679-2003598-63

Onmiddellijke inningen:

VERVIERS BUREAU DES RECETTES DOMANIALES ET D'AMENDES PENALES
rue Crapaurue 133
4800 VERVIERS

Tél.: 087/32.26.84 Fax.: 087/35.05.17
E-mail:BurDAmPenVerviers.aced@minfin.fed.be

C.C.P. ordinaire: X79-2003331-87
Transactions: 679-2003483-45
Transactions automatisées: 679-2003517-79 / 679-2003601-66
Perceptions immédiates:

VEURNE ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN EN PENALE BOETEN
Peter Benoîtlaan 4
8630 VEURNE

Tel.: 058/31.27.60
Fax.: 058/31.59.79
E-mail:KantDomPenBVeurne.akredCdmfinfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003472-34
Minnelijke schikkingen:
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003508-70 / 679-2003590-55

Onmiddellijke inningen :

VILVOORDE ONTVANGKANTOOR DER DOMEINEN EN PENALE BOETEN
Groenstraat 51
1800 VILVOORDE

Tel.: 02/255.67.26
Fax.: 02/255.69.91
E-mail:KantDomPenBVilvoorde.akredQminfin.fed.be

Gewone P.R.: 679-2003223-76
Minnelijke schikkingen: 679-2003488-50
Geautomatiseerde minnelijke schikkingen: 679-2003522-84 / 679-2003606-71

Onmiddellijke inningen:

DIRECTIONS REGIONALES - GEWESTELIJKE DIRECTIES

DIRECTIE REGISTRATIE ANTWERPEN: Frankrijklei 73, 2000 ANTWERPEN

Tel.: 03/234.08.20
Fax.: 03/234.20.68
E-mail: Directie.RegAntwerpen.akred@minfin.fed.be

DIRECTION ENREGISTREMENT D'ARLON: place des Fusillés, 6700 ARLON

Tel.: 063/22.13.09
Fax.: 063/23.48.40
E-mail: DirectionEnrArlon.aced@minfin.fed.be

DIRECTIF REGISTRATIE BRUGGE: Katelijnestraat 7, 8000 BRUGGE

Tel.: 050/44.56.60
Fax.: 050/34.09.48
E-mail: DirectieRegBrugge.akred@minfin.fed.be

DIRECTIF REGISTRATIE BRUSSEL: Bischoffsheimlaan 38, 1000 BRUSSEL

Tel.: 02/210.02.05
Fax.: 02/219.27.68
E-mail: DirectieRegBrussel.akred@minfin.fed.be

DIRECTION ENREGISTREMENT DE BRUXELLES: boulevard Bischoffsheim 38,
1000 BRUXELLES

Tél.: 02/210.02.05
Fax.: 02/219.27.68
E-mail: DirectionEnrBruxellesl.aced@minfin.fed.be

DIRECTIF REGISTRATIE GENT: Savaanstraat 11 bus 5, 9000 GENT

Tel.: 09/266.20.42
Fax.: 09/266.20.46
E-mail: DirectieRegGent.akred@minfin.fed.be

DIRECTIF REGISTRATIE HASSELT: Voorststraat 41-45, 350.0 HASSELT

Tel.: 011/21.22.32 Fax.: 011/23.45.40 E-mail :
DirectieRegHasselt.akred@minfin.fed.be

DIRECTION ENREGISTREMENT DE LIEGE: Rue de Fragnée 40, 4000 LIEGE

Tél.: 04/254.87.79
Fax.: 04/254.80.54
E-mail: DirectionEnrLiège.acedQminfin.fed.be

DIRECTIE REGISTRATIE MECHELEN: Nekkerspoelstraat 403, 2800 MECHELEN
Tel.: 015/55.55.31
Fax.: 015/56.97.48
E-mail: DirectieRegMechelen.akredC@minfin.fed.be

DIRECTION ENREGISTREMENT DE MONS: Rue des Arbalestriers 25, 7000 MONS
Tél.: 065/37.13.80
Fax.: 065/34.99.26
E-mail: DirectionEnrMOns.aced@minfin.fed.be

DIRECTION ENREGISTREMENT DE NAMUR: rue Henri Lemaître 3-5, 5000 NAMUR
Tél.: 081/72.39.80
Fax.: 081/72.39.95
E-mail: DirectionEnrNamur.aced@minfin.fed.be